

## L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES A L'HEURE DE LA MONDIALISATION

### I - QU'ENTEND-T-ON PAR MONDIALISATION ?

La mondialisation néo-libérale est le dernier avatar du capitalisme. C'est aussi, quelque part, une nouvelle forme de l'ethnocentrisme de l'Occident.

C'est la **marchandisation du monde**, la **financiarisation de l'économie** (détournée de son objet originel qui est la recherche de la satisfaction des besoins humains) et la **globalisation financière**.

Le système financier international prend désormais la forme d'un méga-marché unique de l'argent caractérisé par une double unité : unité de lieu (les places financières étant interconnectées grâce aux réseaux modernes de **télécommunications**) et unité de temps (fonctionnement en continu du marché sur les places d'Extrême-Orient, d'Europe et d'Amérique du Nord). C'est le règne de la spéculation financière, sans parler de l'argent sale (provenant de la prostitution, de la drogue, du commerce des armes) et des paradis fiscaux destinés à son blanchiment et son recyclage dans l'économie normale.

On ne s'étonnera pas de la place stratégique occupée par **la dette** dans un système où l'argent domine.

La globalisation financière est allée de pair avec la montée en puissance des acteurs financiers, notamment les fameux fonds de pension anglo-saxons. Ces investisseurs gèrent un portefeuille d'actifs estimé à 21 000 milliards de dollars en 1995, ce qui dépasse le PIB cumulé des principaux pays industrialisés. Avec des participations importantes dans les entreprises, ils exercent une grande influence sur la sphère productive de l'économie, imposant une gestion orientée exclusivement sur l'augmentation de la rentabilité des fonds investis. L'objectif des directions n'est plus d'assurer la croissance de l'entreprise mais de réaliser toujours plus de gains de productivité, quitte à fermer des unités pas assez rentables. Le paradoxe est que les salariés frappés par cette insécurité croissante du capitalisme financier peuvent être par ailleurs actionnaires de fonds de pension.

Cette course débridée a été rendue possible par la révolution des techniques de stockage, de traitement et de transmission des informations qui permet, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité de conduire des stratégies planétaires en temps réel.

L'effet de cette révolution a été amplifié par deux autres bouleversements, ceux-là politiques :

- la remise en cause par les multinationales, au nom de la liberté, de la souveraineté des états et du pouvoir régulateur qui l'accompagne,
- la chute du mur de Berlin, événement symbolique de la disparition de l'alternative historique à un capitalisme contesté.

### II – DES BIENS COMMUNS à soustraire de la MARCHANDISATION

A première vue, les problèmes environnementaux n'interpellent pas le MRAP. Cependant il en va du patrimoine commun de l'humanité, présente et future. On constate par ailleurs qu'ils recoupent les grandes questions d'égalité entre tous les humains, qu'il s'agisse des O.G.M. ou de l'atmosphère, pour laquelle on a envisagé à la réunion de Kyoto en 1997 de recourir à des mécanismes de marché –pénalisant les pays en développement-, alors qu'une action concertée avait été décidée au « Sommet de la Terre » à Rio en 1992.

## A/ L'EAU

L'eau «source de vie» appartient aux habitants de la terre en commun. Le droit à l'eau est un droit inaliénable, individuel et collectif (cf le « manifeste de l'eau »). Elle ressort davantage de l'économie des biens et du partage de la richesse que de l'économie de l'accumulation privée et individuelle et de la prédation de la richesse. En effet disposer d'eau est un besoin biologique ; on ne peut donc pas la livrer aux seules lois du marché .

En pratique, on compte que peut-être 70 % de la population mondiale vit dans des zones où il existe des problèmes d'approvisionnement en eau douce. 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable (50 fois la population des Etats-Unis).

Deux types de « faits » significatifs montrent l'urgence de reconnaître l'eau comme « **bien commun du patrimoine mondial de l'humanité** ».

1/ Les conflits inter-étatiques dûs en priorité à l'inadéquation entre demande et offre, et ceux liés aux rivalités ethniques, au racisme, à la xénophobie, aux nationalismes de tous genres et aux luttes pour l'hégémonie régionale

On peut citer : la Turquie et les autres pays riverains du Tigre et de l'Euphrate, Israël et les pays arabes immédiatement environnants, les huit pays concernés par le bassin du Nil ,

2/ Les manifestations de protestation et de révolte pour cause de non distribution d'eau (dans les quartiers populaires) – à Karachi, notamment, il y a quelque temps.

Or, on constate que l'eau a acquis depuis la conférence de Dublin, en 1992, une **dimension économique**. Cette politique est en cohérence avec la dérèglementation et la privatisation en cours de généralisation rapide à travers le monde des services publics. C'est la dernière frontière dans le processus de marchandisation qui est en train d'être franchie.

A noter, dans cet ordre d'idées, qu'au Maroc –mais aussi dans d'autres pays- l'eau sert surtout à des cultures pour l'exportation, alors qu'une partie de la population vit en état de manque.

In fine, il faut mettre fin aux logiques des « seigneurs de la guerre » (conflits économiques et conquête des marchés) car l'eau doit, au contraire, contribuer à la solidarité de vie entre communautés, pays, sociétés, sexes et générations.

## B/ LES FORETS DES ZONES TROPICALES

1/ L'exploitation destructrice des **dernières forêts anciennes** dans le monde est quelque chose de très grave. La plus grande est la forêt amazonienne. Elle est le territoire de nombreuses populations forestières et abrite des centaines de milliers d'espèces animales et végétales.

Derrière, viennent celles du Zaïre, du Cameroun (saccagée par des entreprises française et suisse malgré un moratoire d'exploitation), d'Indonésie, du Pérou.

40 % au moins de ce qui reste ont été légalement concédés à des firmes d'abattage qui les exploitent pour l'**exportation**.

La décimation des règnes végétaux et animaux due à la déforestation actuellement en cours n'a d'équivalent que la disparition des dinosaures. Cette perte de biodiversité –tragique pour le Sud- prive également l'ensemble de l'humanité des gènes vitaux qui auraient pu servir à l'avenir dans la production alimentaire et permettre la découverte de nouveaux médicaments. Ceux qui sont les premiers à en souffrir sont les populations dont les moyens de subsistance immédiats dépendent de leur environnement local.

2/ Le second volet est l'**augmentation du gaz carbonique**

En effet, les forêts jouent le rôle de décharges permettant l'absorption du CO2 (puits à carbone), de sorte que moins il y a d'arbres, moins grande est la quantité de carbone dont pourra se débarrasser l'atmosphère. Par ailleurs, abattre et brûler des arbres (faute d'autres sources d'énergie) entraîne l'émission du sempiternel trio des gaz à effet de serre (gaz carbonique, principal coupable, mais aussi oxyde nitreux et méthane qui agissent sur la couche d'ozone).

La vitesse de la déforestation à grande échelle actuellement en cours dans l'hémisphère Sud est sans précédent. Elle entraînera, avec l'aggravation de l'effet de serre, l'élévation de la température et d'autres modifications climatiques, telles qu'une altération des courbes de précipitations.

N'est-ce pas aussi alarmant pour le Nord que pour le Sud ? C'est un des **effets boomerang de la dette du tiers-monde**

3/ En effet, il existe une **corrélation entre déforestation et dette**

- ☐ l'exploitation forestière est stimulée par les pressions destinées à accroître les recettes d'exportation,
- ☐ ces mêmes pressions conduisent à l'extension des pâturages (et par voie de conséquence au défrichage des forêts) pour augmenter les exportations de viande bovine,
- ☐ les forêts de mangrove des régions côtières sont détruites pour laisser la place à des viviers à crevettes destinées à l'exportation
- ☐ la dette exacerbe la pauvreté et la marginalisation, qui, à leur tour, amplifient l'exode des pauvres vers les forêts où ils espèrent trouver de quoi subsister. Il y aurait, dans l'ensemble du monde, 300 millions de paysans qui font brûler les forêts, s'y enfonçant chaque année davantage au fur et à mesure que les sols s'épuisent.

### C/ L'ENERGIE

Comme l'air, comme l'eau, l'énergie est **indispensable à la vie**. Ce caractère devrait ouvrir un **droit fondamental** pour chaque individu, le droit de disposer tout au long de son existence des sources d'énergie adéquates. Cela suppose une politique permettant de garantir la quantité et la qualité de la production d'énergie afin de répondre aux besoins de développement et à ceux de l'environnement. La conférence de Kyoto reste la référence à respecter et à atteindre.

En effet, au plan mondial, 2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'électricité ni à une autre forme d'énergie commerciale. Ils doivent se contenter du bois de chauffe.. Par ailleurs, la course au profit conduit à l'utilisation abusive des énergies fossiles, patrimoine épuisable de l'humanité.

Les disparités de consommation entre pays s'accroissent, ; elles constituent évidemment d'énormes freins au développement humain. Ainsi

- l'Union Européenne en consomme 16 %
- les Etats-Unis 25 %
- l'Amérique Latine 6 %
- l'Afrique seulement 3 %.

En France les services publics de l'énergie –pris dans les logiques libérales- sont confrontés à la montée de la pauvreté : on dénombre 700 000 coupures pour cause d'insolvabilité, dont sont d'abord victimes les chômeurs et les salariés pauvres

## D/ LES BIOTECHNOLOGIES

Au delà des risques sanitaires et environnementaux des O.G.M., se profilent des enjeux tenant à la **logique commerciale** qui vise à l'appropriation du vivant et du contrôle des ressources alimentaires.

1/ Les O.G.M. utilisés dans l'agriculture et ainsi introduits dans l'alimentation humaine et animale, accumulent les herbicides auxquels ils résistent et les insecticides qu'ils secrètent.

Les risques sanitaires sont imprévisibles, compte tenu du manque de recul.

2/ La dissémination d'O.G.M. dans l'environnement représente un risque direct de « contamination » et constitue à terme une menace grave pour la biodiversité et l'équilibre des écosystèmes puisqu'elle entraîne une **pollution génétique irréversible et autoreproductible** (par dissémination de transgènes vers les espèces voisines et via les bactéries du sol)

3/ Traditionnellement, les paysans reproduisaient et multipliaient les semences dans leurs champs.

Maintenant le marché des semences attire la convoitise des sociétés agrochimiques qui ont racheté la quasi totalité des semenciers dans le monde (cinq compagnies représentent 40 % du marché) en prétendant que les O.G.M. vont résoudre le problème de la faim dans le monde. Or

- ces groupes peuvent organiser la rareté des semences : c'est **l'arme alimentaire**
- toute nouvelle technologie complexe et coûteuse marginalise les petits paysans, qui doivent alors quitter leur terre

En conclusion les O.G.M. contribuent à l'insécurité alimentaire au lieu de la résoudre. L'autonomie alimentaire à long terme ne repose pas sur l'intensification à tout prix de l'agriculture, mais sur la diversité biologique et la sauvegarde des sols cultivables.

## III - LA MONDIALISATION AGGRAVE LES INEGALITES

Le **fossé** qui se creuse entre **les pays développés et les pays pauvres** est devenu **le problème central de notre époque**. Il ne fait que croître et se combine avec l'explosion de nouvelles formes de pauvreté, de précarité et d'exclusion dans les pays riches. L'activité spéculative déstabilise les efforts de développement et le redéploiement des activités de production exacerbe partout les concurrences et encourage le dumping social, fragilisant toutes les populations.

### A/ du CARACTERE INEGALITAIRE de la croissance

Dans l'Union Européenne et aux Etats-Unis, 15 % des habitants vivent dans la pauvreté malgré la richesse de leur pays. La croissance, de plus en plus inégalitaire, ne profite guère qu'aux revenus déjà élevés.

Pendant que des **ilots de pauvreté** apparaissent **dans le Nord** comme autant d'intrusions du Sud, l'existence de **petites minorités fortunées** dans les pays **du Sud** rend plus scandaleuse encore la misère du plus grand nombre.

Parmi les douze pays qui concentrent 80 % des pauvres du globe, se trouvent plusieurs puissances économiques mondiales. Les états les plus inégalitaires sont situés en Amérique Latine, le Brésil arrivant en tête. Plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne se distinguent également par l'inégalité qui y règne ; au Kenya, les 10 % les plus pauvres ont droit à 1,2 % du revenu national contre 47,7 % pour les 10 % les plus riches.

B/ Quelques éléments chiffrés de comparaison A L'ECHELLE MONDIALE.  
En 1960, les 20 % d'individus les plus riches du globe disposaient d'un revenu 30 fois supérieur à celui du milliard de personnes les plus pauvres ; à la fin des années 90, la proportion est passée à 60. Celle des 20 % les plus riches par rapport aux 20 % les plus pauvres est passée de 30 à 82.

Les pays les plus riches disposent des 4/5 du revenu planétaire.

Un citoyen moyen d'un pays à faible revenu est 55 fois plus pauvre que le citoyen moyen de l'OCDE, et celui d'un pays débiteur à revenu moyen est lui 9 fois plus pauvre.

1,2 milliard de personnes ont moins de 7 francs par jour pour vivre.

Un réfugié bénéficie de 11 cents par jour en Afrique, contre 1 dollar en Europe ; 30 % des réfugiés du monde sont en Afrique (sans compter les personnes déplacées dans leur pays).

### C/ LA SANTE

Alors que les pays les plus développés dépassent leurs propres records de longévité, les pays du Sud progressent à des rythmes très inégaux, selon leur position dans les échanges mondiaux.

En effet, les trente dernières années ont apporté des progrès considérables en matière de connaissances et techniques médicales et la mondialisation en a permis la diffusion très rapide. On a assisté entre 1970 et 1997 à un gain de 7 ans de l'espérance de vie moyenne de la population mondiale (passant à 66,7 ans).

Les pays du Sud du Sahara sont au niveau de la France en 1910 (un gain de 4 ans depuis 1970 ne les mène qu'à 48,8 ans). Il faut dire qu'en Afrique,

- la dégradation des conditions de vie et la faiblesse des moyens mobilisés pour lutter contre le paludisme ont entraîné le redémarrage des nombreux foyers d'infection
- l'absence de dépistage des infections par le sida et la carence de soins aux femmes enceintes ont favorisé la diffusion accélérée de cette pandémie.

## IV – LES FEMMES et LES ENFANTS d'abord

La mondialisation touche tout le monde, à des degrés divers, mais plus fortement les moins avertis et LES PLUS DEMUNIS

### A/ LES FEMMES

La mondialisation a aggravé leur condition partout où elles étaient en position de risque. Les femmes sont confrontées à la destabilisation des Etats, avec les régressions qui en découlent. La précarisation des systèmes de protection sociale, l'essor des politiques nationalistes, chauvines, constituent un facteur d'insécurité majeur dont les femmes, comme les enfants, sont les premières victimes.

Dans la sphère du travail, les femmes des pays industriels sont pénalisées au travers de l'organisation du travail (ex. temps partiel).

Dans les pays du Sud, la pénurie d'emplois les condamne les femmes à des stratégies de survie (travaux servile ou extrêmement mal payés).

La dérèglementation a favorisé la marchandisation du corps des femmes. On estime à 500 000 le nombre de femmes de l'ex bloc de l'Est amenées en Europe occidentale pour travailler comme prostituées ; 57 % de ces victimes ont moins de 21 ans.

*Parmi les 1, 25 milliards de pauvres de la planète, 70 % sont des femmes*

*Parmi les 900 millions d'analphabètes, les 2/3 sont des femmes*

*L'entrée massive des femmes dans la société salariée ne diminue pas leur part dans le travail familial non rémunéré.*

## B/ LES ENFANTS

Entre 100 et 200 millions d'enfants de moins de 15 ans travaillent dans le monde.  
Loin de diminuer sous l'effet du chômage, l'exploitation des enfants l'accompagne :  
La misère des adultes pousse les enfants vers le travail.

Le travail des enfants qui se développe dans les pays en transition, dans le cadre d'une société moderne, constitue l'une des manifestations les plus extrêmes des formes d'exploitation, rendue possible par des marchés du travail totalement déséquilibrés, par une absence totale du respect des droits sociaux les plus élémentaires, auxquels s'ajoute la fin des formes anciennes de solidarité (ex. petits ouvriers des fabriques de tapis indiennes)

En Europe de plus en plus d'enfants viennent en aide à leurs parents trop pauvres pour faire face à la subsistance de la famille. Par ailleurs, la « tiers-mondisation » des pays européens se révèle dans les sous-sols où s'échinent travailleurs clandestins et enfants.

## V - LES INEGALITES DANS LE MONDE

### A/ L'AFRIQUE – LA DETTE

L'AFRIQUE a toute une histoire commune avec l'Europe, qui a débuté il y a plus de 500 ans, avec l'esclavage, qui s'est poursuivie avec le colonialisme, dont le néo-colonialisme (après les indépendances) a pris la relève. Elle est maintenant dans le carcan dette/P.A.S./inégalité des termes de l'échange (\*) ; dans cette situation, chaque pays est isolé dans sa capacité de réaction car il doit négocier seul auprès des institutions financières internationales (FMI, Club de Paris et G7).

La DETTE des pays pauvres (hors ex bloc de l'Est) est estimée à 1 500 milliards de dollars, et celle de la seule Afrique sub-saharienne à 1 000 milliards de francs, soit plus de 1 200 F. par habitant. Sur les bases des remboursements actuels et en gelant la dette, il faudrait 106 ans pour la rembourser. Les IFI ne s'engageraient pas dans un tel pari : la dette a pour fonction principale de permettre aux pays du Nord de continuer de piller les richesses.

Un rapprochement qui laisse rêveur : en 1996, le service de la dette de l'Ouganda a représenté 85 F. par habitant, alors que le pays ne consacrait que 15 F. au système de soins, là où il en aurait fallu 60.

Pour clore ce chapitre, signalons qu'entre 1980 et 2000, les peuples ont remboursé au titre de la dette 3 450 milliards de dollars, montant à rapprocher du Plan Marshal de 80 milliards de dollars. Cela revient à dire que **le Sud a envoyé vers le Nord 43 plans Marshal** en 20 ans, alors que les médias ont banalisé le thème d'une Afrique misérable que financeraient les pays riches !

Il existe une possibilité de rompre avec cette situation et relever le défi d'un développement endogène, comportant notamment :

- annulation de la dette publique, qui libérerait des fonds pour le développement
- substitution de complémentarités régionales à la logique tout marché, sans pour autant déconnexion de l'économie mondiale
- modification des règles du commerce international qui impliquent actuellement conjointement le protectionisme des pays du Nord et une ouverture totale des frontières du Sud
- taxation des transactions sur les devises (Taxe Tobin)

- demande de rétrocession des biens mal acquis (pour laquelle il existe une opportunité juridique auprès du TPI)
- augmentation de l'aide publique aux pays en développement à 0,7 % du PNB (comme décidé à Rio)

(\*) P.A.S. = plans d'ajustement structurels

### B/ AMERIQUE DU SUD

Le continent Sud américain est l'un de ceux où la pauvreté paraît au grand jour de la manière la plus brutale, notamment au BRESIL,

- avec les **enfants des rues** qui constituent la plus grande partie des sans-logis et sont souvent la cible des milices paramilitaires
- où la majorité des terres appartient à de grands propriétaires fonciers, alors qu'il y a tous les paysans sans terre qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins (mobilisés dans les nouvelles luttes citoyennes internationales)

Le Mexique (à la fois pays d'émigration et d'immigration) est un pays charnière. A ATIJUANA, un mur plonge dans la mer, symbolisant, jusqu'au sein l'Océan, la division Nord/Sud du monde. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA et la dévaluation du peso mexicain, les multinationales s'installent à la frontière du Mexique. 3 000 usines d'assemblage, les « maquiladoras », emploient près d'un million de personnes, venues en majorité du Sud du pays, du Mexique pauvre, et indien, et le rythme des implantations ne cesse de croître. Il y a là un réservoir de main-d'œuvre quasi inépuisable, pour des salaires de misère, et ce, à un jet de pierre du premier marché mondial.

Le résultat est un épouvantable gachis humain. Les familles vivent entassées dans des bidonvilles de carton et la pollution y entraîne de graves maladies : c'est le XIXe siècle avec les dégâts du progrès technique !

### C/ EX BLOC DE L'EST

Depuis la chute du Mur de Berlin, en une décennie, la RUSSIE a connu tous les déboires politico-financiers qu'avait connus le Tiers-Monde avant elle. Dès 1992, le pays a appliqué les recettes d'ajustements structurels conseillées par le F.M.I. : démantèlement des services publics, rigueur monétaire, libéralisation des prix, dollarisation des échanges, réduction des budgets sociaux, fermetures des entreprises non compétitives, etc.

Conséquences :

- du fait de la libéralisation des prix et à la suite de l'effondrement du rouble (de 75 %), les prix des produits alimentaires ont augmenté de 16 en un an, plongeant sous le seuil de **pauvreté 90 % de la population**
- les forces industrielles locales ont été phagocytées par les multinationales occidentales, entraînant un chômage de masse et une **évasion massive de capitaux**, estimée à 25 milliards de dollars (à la fois rapatriement de profits considérables et expatriation de capitaux accumulés par l'oligarchie financière locale)
- la **dette** extérieure a explosé, triplant en moins de 10 ans.

Compte tenu de cette situation, la Douma vient de donner son accord pour importer 20 000 tonnes de déchets radioactifs en provenance de Suisse, du Japon, d'Espagne, de Chine, d'Allemagne et de Taiwan, moyennant 20 milliards de dollars en 10 ans.

Cette situation nous concerne tous : la crise russe a aggravé les déséquilibres économiques mondiaux et les phénomènes environnementaux, dont les radiations, ne connaissent pas de frontière.

#### D/ ASIE

A titre d'exemple de leur dangerosité, rappelons la crise qui a ébranlé les pays émergents à la suite de pratiques spéculatives n'ayant rien à voir avec l'économie réelle.

Citons également le Japon, 2<sup>e</sup> puissance économique mondiale, dont l'endettement public atteint un niveau record, avec des banques « plombées » du fait de malversations dans le secteur construction, et qui voit son système de l'emploi à vie pour tout le monde disparaître.

#### E/ U.S.A.

La mondialisation néo-libérale fait des ravages non seulement dans les pays où elle expose la misère, mais aussi dans ceux où elle s'affiche triomphante. Aux Etats-Unis des pans entiers de la population, appartenant majoritairement aux minorités ethniques, vivent dans le dénuement total.

Des gens sont amenés à se réfugier dans les souterrains, où on ne les voit pas.

Dans le même ordre d'idée, on assiste à une **criminalisation de la misère**, qui est le complément indispensable de l'imposition de salariat précaire et sous-payé comme obligation de citoyenneté.

Le système pénal a pour un double effet de réduction artificielle du chômage : il soustrait de force des millions de personnes en quête de travail et gonfle par ailleurs l'emploi des biens et services carcéraux.

La prison participe aussi au maintien de l'ordre racial, se subsistant au ghetto comme instrument d'enfermement

A noter enfin au sujet de la peine de mort, que 60 % des condamnés sont illettrés, sans ressources et que 42 % sont noirs alors que ceux-ci ne représentent que 12 % de la population

#### F/ FRANCE

**La société se fragmente.** Non seulement, il y a près de trois millions de **chômeurs**, face à 12 millions d'actifs inquiets. Il faut aussi tenir compte des **travailleurs pauvres** (au sens le plus brutal du terme) qui représentent 6 % de la population active ; compte tenu des adultes qui vivent avec eux, ce sont plus de deux millions de personnes qui connaissent la pauvreté au quotidien ; ce à quoi il faut ajouter 830 000 enfants.

**L'inégalité des chances** doit être soulignée. La proportion des jeunes d'origine populaire dans les quatre grandes écoles est passée de 29 % dans les années 50 à 9 % aujourd'hui.

Le déclin de la France industrielle a entraîné la décomposition du mouvement ouvrier, et avec lui l'effondrement de réseaux associatifs qui trouvaient dans sa référence un lieu de sens et un ensemble de repères pour orienter une action sociale.

C'est également une des sources de la crise urbaine. Dans les quartiers populaires, et même des villes entières, où l'habitat et le travail étaient imbriqués, les fermetures d'usines ont incité les plus dynamiques à partir et attiré des populations de plus en plus démunies, souvent issues de l'immigration. Ce qui conduit à ajouter à la liste des effets du déclin industriel, les thèmes du racisme, de la xénophobie et du populisme.

### VI - FLUX MIGRATOIRES

- La misère régnant dans certains pays (surtout du Sud),



- la pénurie d'emplois,
- les différences de niveaux de vie (\*)

amènent une partie des populations à migrer, soit dans des pays voisins, soit vers le Nord apparaissant comme un havre de richesses. La mondialisation a conféré à ce phénomène un impact sans précédent ; en aiguissant les termes de la concurrence, elle a accentué la tentation migratoire, elle-même nourrie par d'autres phénomènes, allant des transports plus accessibles aux tensions et crises politiques.

Les gouvernements qui s'accommodent des flux commerciaux et financiers pratiquent des politiques beaucoup plus restrictives à l'égard des personnes. Elles semblent avoir pour principale conséquence l'augmentation du trafic clandestin, « industrie » évaluée à un niveau de 5 à 7 milliards de dollars annuels par le BIT.

Quant à ces « réfugiés » économiques, ils se retrouvent en Europe « sans-papiers », donc travailleurs clandestins, ceux-ci étant un des archétypes de l'esclave moderne. Ce sont schématiquement les éléments les plus dynamiques, dont le départ –cercle vicieux- prive leur pays d'une part précieuse de ses forces vives.

Il existe plus de 120 millions de migrants dans le monde, souvent des paysans « sans terre », soit 75 millions de plus qu'en 1965, et le chiffre ne cesse de grandir. Parallèlement le nombre de pays d'émigration et d'immigration croît également. De 1970 à 1990,

- le nombre des pays classés comme grands pays d'accueil est passé de 39 à 67,
- celui des pays d'immigration, de 29 à 55
- ceux qui connaissent le double phénomène (comme le Mexique, la Thaïlande, la Malaisie) de 4 à 15.

Indépendamment de la recherche personnelle d'une vie meilleure, il faut souligner un élément chiffré de comparaison qui montre l'importance économique et sociale de ce phénomène (tant que les pays du Sud n'auront pas réussi à se débarrasser du joug de la dette et ses accessoires ») :

- **l'aide publique au développement** représente un montant annuel de **50 milliards de dollars**

et c'est en grande partie un transfert de fonds des pays du Nord vers des entreprises des mêmes pays du Nord. S'y imputent : les achats d'armements, de médicaments, le fret aérien, les redevances perçues par les multinationales...

- alors que les **sommes envoyées par les expatriés** chez eux sont **légèrement supérieures** : environ 450 milliards de F.F., soit 56 milliards de dollars, dont 15 pour la seule Afrique sub-saharienne ;

Ces transferts-là profitent effectivement aux populations et à la mise en place d'infrastructures locales, d'où leur effet multiplicateur.

(\*) un sans-papier mexicain qui traverse la frontière multiplie son salaire par 9 ; un manœuvre indonésien, payé 0,28 \$ chez lui, en touchera 2, voire plus en Malaisie.

## VII IDENTITES et XENOPHOBIE

1/ La mondialisation néo-libérale uniformise les modes de vie et les cultures.

- Elle vise à substituer des relations de marché –sous la **pression médiatico-publicitaire**, dans les pays riches- à toutes les relations sociales ; en d'autres termes elle tend à

remplacer le citoyen par le client. Or tout le monde n'a pas accès à ce qui est tellement prescrit, d'où des **frustrations** qui finissent par s'exprimer dans l'agressivité, le meilleur **bouc-émissaire** étant toujours l'Autre,

- Chaque civilisation a toujours construit une vision du monde qui lui est propre, avec sa cosmogonie, qui constituait les fondements des pratiques sociales. Avec la « modernité », le changement s'exaspère et les sociétés, devenues toutes « communicantes », mettent en **relation de concurrence leurs différences**.
- Par ailleurs la mobilité et le brouillage des références rendent plus difficile une appréhension du monde globale cohérente, d'où un malaise individuel et des excès collectifs.
- En effet l'identité est un rapport social autant qu'un schéma mental.

2/ Alors que les **identités**, les particularismes, peuvent être le point d'appui d'un **universalisme cohérent**, on constate souvent une volonté de réduire les **conflits économiques et politiques** à des **logiques supposées « sous-jacentes »**, religieuses ou ethniques. Au Kosovo, en Malaisie, au Rwanda, dans le Caucase, on rencontre une figure semblable : des clivages politiques que l'on s'efforce d'expliquer par leur répertoire identitaire, surtout quand ils se matérialisent violemment. Et ce n'est pas par hasard si l'on fait preuve de plus de subtilité dès qu'il s'agit de problèmes ouest-européens (Irlande, Corse) ; le regard ethnicisant distingue en effet clairement « Eux (chez qui l'on trouve l'ethnique, le tribal, l'identitaire) et « Nous ».

3/ C'est plus commode que d'œuvrer pour changer la vie des gens.

Qui plus est, ce peut être la volonté délibérée des décideurs économiques de **neutraliser la solidarité** qui pourrait faire naître une opposition à leurs intérêts.

En d'autres termes, la mondialisation néo-libérale n'aura pas de mal à régner tant que les individus seront psychologiquement aveugles à ce qui se passe.

## VIII – En guise de CONCLUSION

La mondialisation néo-libérale est protéiforme et concerne tous les peuples du Monde.

- Parce que le racisme pousse sur le terreau de la misère et du mal-être,
- et que les décideurs économiques peuvent l'instrumentaliser à leurs fins, voire le faire naître  
(le moyen le plus rapide pour créer un repli identitaire accompagné d'un esprit belliqueux consiste à faire en sorte qu'un nombre suffisant de personnes du groupe X soient humiliées ou tuées par des membres du groupe Y – l'histoire récente offre de nombreux exemples, notamment de conflits larvés qui sont sortis renforcés par des provocations aboutissant à la violence)
- parce que son souci d'amitié entre les peuples ne peut lui laisser admettre le rejet de perdants de plus en plus nombreux,

**le M.R.A.P. est interpellé par la mondialisation.**

René PASSET, président du Conseil Scientifique d'ATTAC, a écrit :

*Voici venu le temps du partage. C'est de ne pas savoir partager les richesses qu'il se montre si habile à produire que notre monde est en train de mourir. C'est de répartition et non de redistribution qu'il s'agit. Il y a un triple impératif de solidarité*

- *des peuples dans le monde (notamment par l'annulation de la dette illégitime)*

- *des hommes dans chaque nation par le renforcement des liens d'interdépendance, faisant du produit national une sorte de bien collectif. Cela devrait permettre de barrer la route aux exclusions et discriminations.*
- *des générations à travers le temps.*

*En raison de leur efficacité, nos moyens mettent en jeu le destin de l'humanité présente et future. Aussi faut-il adopter le « principe de responsabilité » afin que les effets de nos actes soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre. Ceci implique la mise en place de politiques de protection de la nature et de développement durable.*

Ce « manifeste » dépasse l'anti-racisme classique mais recoupe bien le souci d'amitié entre les peuples du M.R.A.P.

Le M.R.A.P. est membre fondateur d'ATTAC, une des associations chefs de file du mouvement citoyen international qui refuse la confiscation du monde par « l'internationale du fric » et prépare actuellement le 2<sup>e</sup> Sommet International des Peuples de Porto Alegre qui se fixe pour objectif, non plus la seule contestation, mais l'élaboration d'une stratégie alternative qui remplacerait le mode de fonctionnement du système en place.

Claudie GARNIER